



SUPREME COURT OF CANADA

BULLETIN OF PROCEEDINGS

This Bulletin is published at the direction of the Registrar and is for general information only. It is not to be used as evidence of its content, which, if required, should be proved by Certificate of the Registrar under the Seal of the Court. While every effort is made to ensure accuracy, no responsibility is assumed for errors or omissions.

During Court sessions, the Bulletin is usually issued weekly.

To get copies of any document referred to in the Bulletin please click on this link: <https://www.scc-csc.ca/case-dossier/rec-doc/request-demande-eng.aspx>.

Please consult the Supreme Court of Canada website at www.scc-csc.ca for more information.

COUR SUPRÈME DU CANADA

BULLETIN DES PROCÉDURES

Ce Bulletin, publié sous l'autorité du registraire, ne vise qu'à fournir des renseignements d'ordre général. Il ne peut servir de preuve de son contenu. Celle-ci s'établit par un certificat du registraire donné sous le sceau de la Cour. Rien n'est négligé pour assurer l'exactitude du contenu, mais la Cour décline toute responsabilité pour les erreurs ou omissions.

Le Bulletin paraît en principe toutes les semaines pendant les sessions de la Cour.

Pour obtenir des copies de tout document mentionné dans le bulletin, veuillez cliquer sur ce lien : <https://www.scc-csc.ca/case-dossier/rec-doc/request-demande-fra.aspx>.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site Web de la Cour suprême du Canada à l'adresse suivante : www.scc-csc.ca

December 1, 2023

1 - 8

Le 1er décembre 2023

Contents
Table des matières

Applications for leave to appeal filed / Demandes d'autorisation d'appel déposées	1
Motions / Requêtes	3
Notices of appeal filed since the last issue / Avis d'appel déposés depuis la dernière parution	7
Pronouncements of reserved appeals / Jugements rendus sur les appels en délibéré.....	8

NOTICE

Case summaries included in the Bulletin are prepared by the Office of the Registrar of the Supreme Court of Canada (Law Branch) for information purposes only.

AVIS

Les résumés des causes publiés dans le bulletin sont préparés par le Bureau du registraire (Direction générale du droit) uniquement à titre d'information.

Applications for leave to appeal filed /
Demandes d'autorisation d'appel déposées

Rene Hamouth

Gold, Alan D.
Alan D. Gold Professional Corporation

v. (40835)

His Majesty the King (Ont.)

Clark, Jim
Crown Law Office - Criminal

FILING DATE: August 15, 2023

Heidi Chartrand

Heidi Chartrand

v. (40905)

His Majesty the King (N.S.)

McQueen, Monica G.
Public Prosecution Service of Canada

FILING DATE: September 20, 2023

Bryce J. Casavant

Beddoes, Arden
Beddoes Litigation Law Corporation

v. (40934)

The Minister of Environment and Climate Change Strategy (B.C Conservation Officer Service), and the Chief Conservation Officer (B.C.)

Chewka, Kaitlyn
Lovett Westmacott

FILING DATE: October 6, 2023

John Williams

Klein, David A.
Klein Lawyers LLP

v. (40935)

Amazon.com, Inc., Amazon Services International, Inc., and Amazon.com.ca, Inc. (B.C.)

Sampson, Marina
Dentons Canada LLP

FILING DATE: October 6, 2023

Ousseynou Gueye

Ousseynou Gueye

v. (40938)

Anna DiNino (Ont.)

Layne, Julie A.
Layne Family Law Professional Corp.

FILING DATE: October 11, 2023

Milton Hydro Distribution Inc.

Mark, Alan
Goodmans LLP

v. (40939)

Corporation of the Town of Milton (Ont.)

Loopstra, K.C., Charles M.K.
Loopstra Nixon LLP

FILING DATE: October 12, 2023

Crystal Tkach

Basinski, Jane
Scharfstein LLP

v. (40940)

Martin Green

Martin Green

v. (40942)

Tyler Pellegrini (Sask.)

Thomson, Patrick
Ward Mischuk Thomson LLP

University of Winnipeg (Man.)

Meronek, Brian
DD West LLP

FILING DATE: October 13, 2023

FILING DATE: October 13, 2023

William Whatcott

Rosen, John
Rosen & Company Barristers

v. (40943)

His Majesty the King (Ont.)

Klukach, Jamie C.
Attorney General of Ontario

FILING DATE: October 13, 2023

**Motions /
Requêtes**

NOVEMBER 23, 2023 / LE 23 NOVEMBRE 2023

Motion for a stay of execution

Requête en sursis d'exécution

**SANIS HEALTH INC., SHOPPERS DRUG MART INC., SANDOZ CANADA INC. AND MCKESSON
CANADA CORPORATION v. HIS MAJESTY THE KING IN RIGHT OF THE PROVINCE OF BRITISH
COLUMBIA
(B.C.) (40864)**

MARTIN J.:

UPON APPLICATION by the appellants for an order staying proceedings with respect to the judgment under appeal;
AND THE MATERIAL FILED having been read;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The motion is dismissed with costs.

À LA SUITE DE LA DEMANDE des appelantes en suspension de l'instance en ce qui a trait au jugement dont il est fait appel;

ET APRÈS EXAMEN des documents déposés;

IL EST PAR LA PRÉSENTE ORDONNÉ CE QUI SUIT :

La requête est rejetée avec dépens.

NOVEMBER 27, 2023 / LE 27 NOVEMBRE 2023

Motion for directions and Motion for an extension of time

Requête pour des directives et requête en prorogation de délai

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE c. DIRECTRICE DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE DU CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST, A, B ET X
(Qc) (40602)

LA JUGE MARTIN :

À LA SUITE DE LA DEMANDE présentée par l'appelante, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, en vue d'obtenir une ordonnance :

- 1) autorisant la publication des mémoires, réponses et répliques de l'appelante, des parties intimées et des parties intervenantes; et
- 2) autorisant la divulgation et la transmission des pièces citées dans les mémoires, réponses et répliques à toute partie intervenante, n'y ayant pas déjà accès en vertu de la loi, et qui a été autorisée par la Cour suprême d'intervenir dans le présent dossier; et
- 3) indiquant que les ordonnances précitées soient soumises à la condition pour les parties de caviarder dans les documents précités, les renseignements permettant d'identifier l'enfant ou ses parents; et
- 4) modifiant le statut des parties intimées, X, A et B, à partie intervenante;

ET À LA SUITE DE LA DEMANDE présentée par l'intimée, la Directrice de la protection de la jeunesse du CISSS de la Montérégie-Est, en vue d'obtenir la prorogation du délai de signification et de dépôt de sa réponse à la requête pour des directives au 19 octobre 2023;

ET CONSIDÉRANT les [Lignes directrices pour la préparation des documents à déposer à la Cour suprême du Canada \(versions imprimée et électronique\)](#);

ET APRÈS EXAMEN des documents déposés;

IL EST ORDONNÉ CE QUI SUIT :

La requête en prorogation du délai de la Directrice de la protection de la jeunesse du CISSS de la Montérégie-Est est accueillie.

La requête pour directives de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse est accueillie.

Les mémoires, réponses et répliques de toutes les parties actives dans le présent dossier seront publiés et les pièces citées seront divulguées et transmis à toute partie intervenante autorisée par cette Cour d'intervenir dans l'appel n'y ayant pas déjà accès en vertu de la loi.

Toutes les parties doivent caviarder toutes les informations qui pourraient identifier l'enfant ou ses parents dans cette affaire.

Les parties X, A et B sont substituées à titre d'intervenants dans les procédures devant la Cour, en application du par. 18(1) des *Règles de la Cour suprême du Canada*, et l'intitulé de la cause sera modifié en conséquence.

L'intervenant X, et les intervenants A et B (conjointement), pourront chacun signifier et déposer un mémoire d'au plus dix (10) pages et un recueil de sources, le cas échéant, au plus tard le 20 janvier 2024, et auront chacun le droit de présenter une plaidoirie orale d'au plus cinq (5) minutes lors de l'audition de l'appel.

Les intervenants ou groupes d'intervenants n'ont pas le droit de soulever de nouvelles questions, de produire d'autres éléments de preuve ni de compléter de quelque autre façon le dossier des parties.

Conformément à l'alinéa 59(1)a) des *Règles de la Cour suprême du Canada*, les intervenants ou groupes d'intervenants paieront à l'appelante et à l'intimée tous débours supplémentaires résultant de leurs interventions.

UPON APPLICATION by the appellant, the Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, for an order:

- 1) allowing the publication of the factums, responses and replies of the appellant, the respondents and the intervenors; and
- 2) allowing the disclosure and transmission of the exhibits cited in the factums, responses and replies to any intervenor that does not already have access thereto under the law and that was granted leave to intervene in this case by the Supreme Court; and
- 3) indicating that the above-mentioned orders are subject to the condition that the parties must redact from the above-mentioned documents any information that makes it possible to identify the child or the child's parents; and
- 4) changing the status of the respondents X, A and B to intervenor;

AND UPON APPLICATION by the respondent the Directrice de la protection de la jeunesse du CISSS de la Montérégie-Est for an extension of the time to serve and file her response to the motion for directions to October 19, 2023;

AND CONSIDERING the [Guidelines for Preparing Documents to be filed with the Supreme Court of Canada \(Print and Electronic\)](#);

AND THE MATERIAL FILED having been read;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The motion for an extension of time by the Directrice de la protection de la jeunesse du CISSS de la Montérégie-Est is granted.

The motion for directions by the Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse is granted.

The factums, responses and replies of all active parties in this case will be published and the exhibits cited will be disclosed and transmitted to any intervenor granted leave to intervene in the appeal by this Court that does not already have access thereto under the law.

All parties must redact any information that could identify the child or the child's parents in this case.

Parties X, A and B are substituted as intervenors in the proceedings before this Court pursuant to Rule 18(1) of the *Rules of the Supreme Court of Canada*, and the style of cause shall be modified to reflect this change.

Intervener X, and intervenors A and B (jointly), shall each be entitled to serve and file a factum not exceeding ten (10) pages in length and a book of authorities, if any, on or before January 20, 2024, and are each granted permission to present oral argument not exceeding five (5) minutes at the hearing of the appeal.

The intervenors or groups of intervenors are not entitled to raise new issues or to adduce further evidence or otherwise to supplement the record of the parties.

Pursuant to Rule 59(1)(a) of the *Rules of the Supreme Court of Canada*, the interveners or groups of interveners shall pay to the appellant and the respondent any additional disbursements resulting from their interventions.

Notices of appeal filed since the last issue /
Avis d'appel déposés depuis la dernière parution

November 24, 2023

Roland Nikolaus Auer

v. (40582)

Aysel Igorevna Auer, et al. (Alta.)

(By Leave)

Pronouncements of reserved appeals / Jugements rendus sur les appels en délibéré

DECEMBER 1, 2023

- 40117 George Zacharias v. His Majesty The King - and - Attorney General of Ontario and Attorney General of Alberta (Alta.)**
2023 SCC 30

Coram: Côté, Rowe, Martin, Kasirer and O'Bonsawin JJ.

The appeal from the judgment of the Court of Appeal of Alberta (Calgary), Number 2001-0217A, 2022 ABCA 112, dated March 28, 2022, heard on May 15, 2023, is dismissed. Martin and Kasirer JJ. dissent.

LINK TO REASONS

LE 1er DÉCEMBRE 2023

Coram: Les juges Côté, Rowe, Martin, Kasirer et O'Bonsawin

L'appel interjeté contre larrêt de la Cour d'appel de l'Alberta (Calgary), numéro 2001-0217A, 2022 ABCA 112, daté du 28 mars 2022, entendu le 15 mai 2023, est rejeté. Les juges Martin et Kasirer sont dissidents.

LIEN VERS LES MOTIFS

- 2023 -

OCTOBER – OCTOBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
1	2	3	4	5	6	7
8	H 9	CC 10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

NOVEMBER – NOVEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
			1	2	3	4
5	CC 6	7	8	9	10	11
12	H 13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

DECEMBER – DÉCEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
3	CC 4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24 / 31	H 25	H 26	27	28	29	30

- 2024 -

JANUARY – JANVIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
	H 1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	CC 15	15	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

FEBRUARY – FÉVRIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	CC 12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29		

MARCH – MARS						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	CC 18	19	NR 20	21	22	23
24 / 31	25	26	27	28	H 29	30

APRIL – AVRIL						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
	H 1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	CC 15	16	17	18	19	20
RV 21	22	23	24	25	26	27
28	29					

MAY – MAI						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
			1	2	OR 3	4
OR 5	OR 6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	H 20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

JUNE – JUIN						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	3	4	5	6	7	8
9	CC 10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23 / 30	24	25	26	27	28	29

JULY – JUILLET						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
	H 1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

AUGUST – AOÛT						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
			1	2	3	
4	H 5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31

SEPTEMBER – SEPTEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
1	H 2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	H 30					

Sitting of the Court /
Séance de la Cour

Court conference /
Conférence de la Cour

Holiday / Jour férié

CC
H

18 sitting weeks / semaines séances de la Cour
87 sitting days / journées séances de la Cour
9 Court conference days /
jours de conférence de la Cour
3 holidays during sitting days /
jours fériés durant les séances

Rosh Hashanah / Nouvel An juif RH
Yom Kippur / Yom Kippour YK
Orthodox Easter / Pâques orthodoxe OR
Naw-Rúz NR
Ridván RV